

Cuba et les États-Unis : principaux progrès et reculs 3 ans après le 17 décembre 2014

Après 2 années durant lesquelles les relations entre les deux pays semblaient s'être normalisées, l'ère Trump a été marquée par un profond recul

[Abel González Santamaría](#) 3 janvier 2018 13:01:32



L'industrie étasunienne des croisières a confirmé les excellentes conditions offertes par Cuba pour le développement de cette modalité touristique. **Photo:** Juvenal Balán

LE 17 décembre 2014, le président de Cuba, Raul Castro Ruz et le président des États-Unis, Barack Obama, ont annoncé simultanément la reprise des relations diplomatiques entre les deux pays, qui devait permettre d'avancer vers la normalisation des relations bilatérales. Le président cubain annonça également la libération et le retour des trois héros cubains, Gerardo Hernandez, Ramon Labañino et Antonio Guerrero, qui avaient été

injustement emprisonnés pendant 16 ans dans des prisons étasuniennes.

Les deux chefs d'État avaient reconnu à l'époque que le processus de normalisation serait long, complexe et difficile, mais pas impossible à réaliser. Les deux pays relevèrent le défi de cette nouvelle étape, après plusieurs décennies de confrontations intenses. La position cubaine restant la même que celle proclamée dès 1959 par le Commandant en chef de la Révolution cubaine, Fidel Castro Ruz : il n'est pas question de discuter sur les principes, encore moins de les négocier, mais il est possible de trouver des solutions aux problèmes et d'identifier des questions d'intérêt commun, dans des conditions d'égalité et de respect mutuel.

LES DEUX PREMIÈRES ANNÉES

Le blocus est resté en vigueur. Les appels répétés du président Barack Obama au Congrès sa levée sont restés sans effets, alors que par ailleurs, il n'a pas utilisé au maximum ses prérogatives exécutives qui auraient pu faire avancer le démantèlement de ce siège. Toutefois, le président étasunien a approuvé cinq séries de mesures visant à modifier certains aspects de son application qui, bien que limitées et insuffisantes, constituaient des avancées positives qui permirent la conclusion des premiers accords commerciaux en plus de cinq décennies.

Des espaces de dialogue et de coopération ont été mis en place, démontrant qu'en dépit des profondes différences sur plusieurs questions, il était possible de trouver des solutions et de créer un climat de « coexistence civilisée », comme l'a répété à plusieurs reprises le général Raul Castro Ruz.

Le 20 janvier 2017, le mandat d'Obama a pris fin. En seulement deux ans, il a contribué à l'amélioration des relations avec Cuba, et reconnu son gouvernement comme un interlocuteur légitime. Néanmoins, il a maintenu, sans modifications profondes, la projection géopolitique des États-Unis à l'égard de Cuba, visant à promouvoir des changements dans l'ordre politique, économique et social, en utilisant une approche plus subtile et conformément à la conception stratégique du dénommé « *pouvoir intelligent* ».

LES AVANCÉES LES PLUS SIGNIFICATIVES

- Exclusion de Cuba de la liste – unilatérale – des États qui parrainent le terrorisme international.
- Rétablissement des relations diplomatiques et réouverture des ambassades.
- Création de la Commission bilatérale, en tant que mécanisme politique visant à trouver des solutions aux problèmes qui entravent les relations et promouvoir la coopération bilatérale dans des secteurs d'intérêt mutuel.
- Création du mécanisme de dialogue sur l'application et le respect de la Loi, afin d'avancer dans la coopération afin de lutter contre les fléaux transnationaux qui mettent en danger la sécurité nationale des deux pays et la mise en place de huit groupes de travail technique sur la lutte contre le terrorisme, le trafic de drogue, la cybersécurité et la cybercriminalité, la sécurité des voyages et du commerce, la traite des personnes et la fraude en matière de migration, le blanchiment d'argent et les délits financiers, ainsi que l'assistance judiciaire en matière pénale.
- Établissement d'un Dialogue économique bilatéral et de quatre groupes de travail technique sur des questions relatives à la réglementation, l'énergie, les investissements, le commerce et la coopération et la propriété industrielle.
- Signature de la Déclaration conjointe visant à garantir une migration régulière, sûre et ordonnée, qui impliqua l'élimination de la politique dite des « pieds secs-pieds mouillés » et du Programme d'accueil provisoire des professionnels cubains de la santé.
- Reprise du courrier postal direct, rétablissement des vols réguliers par les compagnies aériennes étasuniennes et début de l'exploitation de navires de croisière. Accords en matière de services de télécommunications et contrats avec une société étasunienne pour la gestion de deux hôtels à La Havane.

→ Réalisation de 41 réunions techniques réunissant des experts dans des secteurs, tels que la sécurité aérienne et de l'aviation, la sécurité maritime et portuaire, l'application et le respect de la loi, la lutte contre le trafic de drogues, la traite d'êtres humains et la fraude migratoire, la cybersécurité, le blanchiment d'argent, le terrorisme, la santé, l'agriculture, l'environnement, l'hydrographie et les cartes marines, etc. Plus de

1 200 échanges culturels, scientifiques, universitaires et sportifs ont eu lieu entre les deux pays en 2016.

→ Augmentation des voyages de citoyens étasuniens à Cuba. Plus de 284 000 ont visité l'île en 2016, soit une croissance de 74 % par rapport à l'année précédente. Cette même année, 229 délégations commerciales sont venues à Cuba et 23 accords commerciaux ont été conclus. Des relations ont été entretenues avec 25 organisations professionnelles, en particulier avec la Chambre de commerce des États-Unis.

→ Signature de 22 instruments bilatéraux de coopération, dans des domaines tels que la santé, l'agriculture, la protection de l'environnement et l'application des lois.

L'ANNÉE 2017

Le scénario favorable créé après le 17 décembre 2014 a coïncidé avec la tenue des élections aux États-Unis. Sur les 17 candidats du Parti républicain, deux seulement ont reconnu le rétablissement des relations de leur pays avec l'île. Donald Trump était l'un d'entre eux, bien qu'il ait précisé son intention de parvenir à un « *meilleur accord* » avec le gouvernement cubain. Il avait même ajouté qu'il « *envisageait d'ouvrir l'un de ses hôtels à Cuba* » et que ce pays caribéen avait « *un certain potentiel* » pour les investisseurs.

Pour des raisons de convenance politique, il a changé de position en fin de course électorale, en scellant une alliance avec l'extrême-droite anticubaine, afin de tirer bénéfice de sa machinerie politique électorale dans le sud de la Floride. À partir de ce moment-là, le candidat présidentiel est passé dans le camp extrémiste et il a intensifié son discours offensif contre la Révolution

cubaine et ses leaders historiques.

Ainsi, dès son accès à la Maison-Blanche, il a maintenu cette posture. Le 16 juin 2017, à Miami, il a annoncé la politique de son gouvernement à l'égard de Cuba, en revenant sur une partie des progrès réalisés au cours des deux dernières années. Dans le cadre de ce recul des relations entre les deux pays, le président Donald Trump a prononcé un discours anticubain digne de l'époque de la Guerre froide, ponctué de menaces, de mensonges, d'incohérences et de fausses accusations. En outre, il a signé un mémorandum interventionniste et offensant contre l'île, qui abrogeait celui signé par Obama.

Cette atmosphère politique anticubaine a pour but de freiner l'intérêt manifesté par les entreprises étasuniennes pour le marché cubain depuis le 17 décembre 2014 et d'empêcher les visites des citoyens étasuniens sur l'île. Or, loin de s'interrompre, ce flux a augmenté. Jusqu'au mois de novembre 2017, 579 288 Étasuniens sont venus à Cuba, soit une hausse de 248,7 % par rapport à la même période de l'année précédente.

À ce stade, le gouvernement étasunien a allégué la survenue de prétendues « *attaques acoustiques* » contre des diplomates étasuniens à La Havane, qui auraient causé des problèmes à leur santé. Sans attendre les résultats des enquêtes en cours ni déterminer les causes des soi-disant incidents, le gouvernement étasunien a politisé cette situation et adopté des mesures qui ont eu des conséquences négatives sur le cours normal des relations bilatérales.

Parmi les mesures les plus significatives, signalons la réduction du personnel du Consulat général à Washington, le démantèlement du Bureau économique et commercial de l'ambassade de Cuba et la diminution du nombre de fonctionnaires étasuniens à son ambassade à La Havane, ce qui a entraîné la suspension de la délivrance de visas par son consulat aux voyageurs et aux émigrants cubains. Des manifestations culturelles, sportives et étudiantes entre les deux pays ont également été annulées, ce qui a entravé la dynamique positive des échanges bilatéraux.

Dans ce contexte, le 9 novembre 2017, le gouvernement des États-Unis a mis en vigueur les dispositions spécifiques pour l'application des mesures de

blocus contenues dans le Mémorandum de politique à l'égard de Cuba, signé par Trump à Miami, qui impose de nouvelles restrictions aux voyages et au commerce, et impliquent le renforcement du blocus et la confirmation du recul des relations bilatérales.

Ce plan d'action favorise les revendications d'un secteur réduit de l'extrême droite anticubaine, mené par le sénateur Marco Rubio, qui fait publiquement pression sur le gouvernement pour qu'il adopte des mesures plus radicales contre Cuba, y compris la rupture des relations diplomatiques et la fermeture des ambassades. Toutefois, ce groupe n'a pas réussi à revenir sur tous les progrès réalisés, en raison de l'appui de larges secteurs de la société étasunienne qui rejettent les positions de confrontation et plaident en faveur de l'amélioration des liens entre les deux pays.

Ce secteur intransigeant à l'égard de Cuba ne supporte pas que la plupart des Étasuniens qui se rendent dans le pays voisin partagent la gaieté des Cubains, leurs coutumes, leur culture, leurs valeurs et profitent de l'environnement sûr et tranquille de leurs rues et de leurs villes. Ils craignent que les Étasuniens ne rentrent chez eux avec un plus grand

respect pour l'histoire de ce pays et une meilleure compréhension des effets du blocus sur la vie quotidienne de ce peuple humble et travailleur.

Au-delà des relations avec les États-Unis, Cuba poursuit la construction d'un pays souverain, indépendant, socialiste, démocratique, prospère et durable. Comme l'affirmait le président cubain Raul Castro Ruz, en juillet 2017, lors de son discours à la cérémonie de clôture de la 9e période ordinaire des sessions de la 8e législature de l'Assemblée nationale du Pouvoir populaire, *« indépendamment de ce que le gouvernement des États-Unis décide de faire ou non, nous continuerons d'avancer sur la voie choisie souverainement par notre peuple »*.